



SciencesPo.

CERI
CNRS

LE PRINTEMPS ARABE GAGNERA-T-IL L'ASIE CENTRALE ?

Bayram Balci

(Ingénieur de recherche 1^{ère} classe au CERI-Sciences Po/CNRS)

Les contestations populaires qui ont déjà détrôné deux puissants et jusqu'alors incontournables leaders du monde arabe, Ben Ali et Moubarak, et qui menacent par effet de contagion d'autres chefs d'Etat autocratiques, ne cessent d'éveiller notre étonnement et notre admiration, de par leur caractère spontané, endogène et inattendu. La rapidité avec laquelle les régimes tunisien et égyptien sont tombés et la façon pacifique dont les choses se sont passées sont d'autant plus surprenantes que les sociétés des deux pays étaient considérées comme les plus politiquement immatures. Chamboulant nos représentations caricaturales de sociétés arabes à jamais prisonnières de l'islamisme, du nationalisme et de bien d'autres fléaux, cette vague révolutionnaire est comparable à bien des égards à d'autres moments forts de l'histoire de l'humanité tels que le printemps des peuples européens en 1848 ou, plus près de nous, les révolutions populaires de 1989 qui ont changé le destin des démocraties populaires de « l'autre Europe ». Mais si la chute du mur

de Berlin a permis aux pays communistes de se libérer de régimes autocratiques assujettis à Moscou, elle a échoué à se propager dans les Républiques musulmanes de l'ex-URSS au lendemain des indépendances de leur pays en 1991 et à empêcher les anciens *apparatchiks* et secrétaires des Parti communistes locaux de se reconvertir en présidents autoritaires.

Les révolutions arabes réussiront-elles là où le mouvement de libération de 1989 a échoué ? L'effervescence révolutionnaire qui bouleverse la rive Sud de la Méditerranée parviendra-t-elle à secouer les régimes d'Asie Centrale et à affranchir leurs peuples de l'oppression politique de régimes népotiques et de la sclérose économique dans laquelle les maintient des Etats méfiants à l'égard de la mondialisation ?

Alors que dans les pays d'Asie centrale, les médias, soumis au pouvoir, ont interdiction de présenter les images de révolte de la rue arabe et de commenter les soulèvements populaires en termes positifs, l'actualité du Sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient ne peut passer complètement inaperçue ni laisser indifférent les populations de ces Etats. Dans une région où la lenteur ou l'absence de réformes et la répression politique tous azimuts sont toujours justifiés par la menace islamiste, la plupart des dirigeants en place n'hésitent pas à présenter les révolutions arabes comme des signes annonciateurs de guerre civile et de prise du pouvoir par les islamistes ou des mouvements orchestrés par des puissances occidentales intéressées par les richesses en hydrocarbures détenues par ces pays. Pourtant, le renversement des régimes tunisien et égyptien agit comme une source d'inspiration et un catalyseur de mobilisation citoyenne. En Asie centrale, où les marges de libertés sont encore plus étroites que dans les pays arabes et où la liberté d'expression est fermement réprimée par un emprisonnement arbitraire ou des poursuites judiciaires sans fin, de timides tentatives de mobilisation ont tout de même eu lieu, notamment à Douchanbé. A Bakou en Azerbaïdjan, d'importants rassemblements ont été organisés *via* Facebook pour exiger la démission du président Ilham Aliev. Des portraits du chef de l'Etat et d'Hosni Moubarak ont été brandis, le premier étant invité à suivre l'exemple de son homologue égyptien en renonçant au pouvoir. Le pouvoir azerbaïdjanais est conscient de la menace que constituent les révoltes arabes. Il a fait procéder à l'arrestation des blogueurs les plus vindicatifs, et, fait plus significatif, il a ordonné le déboulonnage de la statue de Hosni Moubarak, symbole de l'amitié azerbaïdjano-égyptienne, qui trônait au centre d'un parc de la périphérie de Bakou pour éviter que les esprits ne s'échauffent davantage.

Ces frémissements de solidarité que d'aucuns souhaiteraient voir se poursuivre par l'effondrement du régime injuste qui les accable révèle l'impact des révolutions arabes dans les Républiques musulmanes post-soviétiques. Si les chances de voir tomber les

gouvernants en place sont minces, l'espoir suscité par les soulèvements du Sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient est important au sein de la population.

Certaines similitudes encouragent les rapprochements, même s'il existe des différences entre les régimes arabes et ceux des Républiques d'Asie centrale. Les dirigeants des pays de l'ancienne URSS sont au pouvoir depuis plusieurs décennies. Islam Karimov en Ouzbékistan et Nursultan Nazarbaev au Kazakhstan sont aux commandes depuis 1989. D'abord secrétaires généraux du Parti communiste de leur République, ils en sont devenus les présidents respectifs en 1991. Au Tadjikistan, Emomalii Rahmonov, devenu Rahmon, est au pouvoir depuis 1990, en charge du pays depuis 1992 et président depuis 1994. Au Turkmenistan, seule la mort aura eu raison en 2006 du mégalomane Saparmurad Niyazov, autoproclamé Turkmenbashi (le « chef des Turkmènes »), au pouvoir depuis 1985, d'abord comme premier secrétaire du Parti communiste puis comme président. Son successeur Gurbanguly Berdimuhamedov tient le pays d'une poigne de fer dans la continuité de Turkmenbashi. Seul le Kirghizstan a connu l'alternance, à deux reprises, mais pour n'offrir à ses voisins qu'un spectacle de chaos politique, économique et social et de pratique du pouvoir népotique et corrompue. Dans le Caucase, Heydar Aliyev, membre du Politburo à Moscou depuis 1976, devenu vice-Premier ministre de l'URSS en 1982, a été secrétaire général du Parti communiste d'Azerbaïdjan de 1985 à 1987 avant d'en devenir président de 1993 jusqu'à sa mort en 2003. Bakou est surtout le seul régime post-soviétique dynastique à ce jour, puisque Ilham Aliyev, fils de Heydar, règne désormais sur le pays bénéficiant de l'aura de son père.

Autre similitude entre les deux espaces géographiques : tandis que dans le monde arabe les terribles *moukhabarat* font régner la terreur sur les populations opprimées par les dictatures, dans les Républiques musulmanes ex-soviétiques, les organes locaux, héritiers du KGB, assurent par la force l'allégeance du peuple et sa loyauté à l'ordre établi. Dans les deux contextes, la peur alliée à la pauvreté étouffe les voix discordantes. Enfin, la pratique du pouvoir, prisonnière dans tous ces pays de la corruption, du clientélisme et du népotisme, est le produit d'une même culture politique proche du sultanisme et du néopatrimonialisme.

Poursuivre ainsi l'inventaire nous mènerait dans l'impasse et la croyance – fausse – d'un possible effet domino qui porterait les révoltes du monde arabe jusqu'aux confins de la frontière chinoise et briserait le chapelet de dictatures qui privent de voix et de liberté l'Asie centrale tout entière. Car des divergences demeurent et la prise en compte de la réalité sociopolitique et des contraintes géopolitiques invitent à douter de voir le scénario arabe se répéter dans les pays de l'ex-URSS.

Ainsi, la société civile est, en Asie centrale, très désorganisée. Totalement inexistante en Ouzbékistan et au Turkménistan, elle n'en est qu'à ses premiers balbutiements au Kazakhstan où, par ailleurs, la manne pétrolière, largement redistribuée, s'ajoutant au fulgurant développement économique du pays parviennent à empêcher toute contestation du régime. Le seul pays qui possède une société civile relativement développée est le Kirghizstan, qui a connu deux changements de régime, en 2003 et en 2010, au prix d'un chaos politique consécutif à une insurrection populaire et d'affrontements interethniques particulièrement sanglants qui ont discrédité dans toute l'Asie centrale les principes de démocratie et de pluralisme et apporté de l'eau au moulin des autocrates voisins. Malgré son essor, la société civile kirghize reste faible, peu structurée, mal équipée et peu connectée aux réseaux sociaux mondiaux, aujourd'hui de plus en plus indispensables au relais et à la recherche de soutiens internationaux de tels soulèvements populaires notamment dans des pays où la presse est muselée. Achgabat, la capitale turkmène compte moins de quinze cafés Internet pour une population de près d'un million d'habitants, dont très peu disposent d'équipements à domicile. Sans Internet et sans les réseaux de téléphonie mobile internationaux, à quoi bon s'époumoner dans le désert ?

Par ailleurs, les Etats d'Asie centrale ne bénéficient pas d'une langue commune. Dans les pays méditerranéens, l'arabe a permis à la chaîne de télévision *Al Jazira* de relayer les événements et la contestation à travers toute une partie du monde et en temps réel. Longtemps contraintes de s'adapter au modèle de l'*homo sovieticus*, les populations mais aussi les régimes d'Asie centrale n'ont eu de cesse depuis leur indépendance de marquer leurs différences, d'affirmer leur singularité, de revendiquer leur identité propre et ont fait voler en éclats tout ce qui les avait lié sous le régime soviétique. Les Ouzbeks, Kazakhs, Kirghizes et Turkmènes partagent de fait une parenté ethnique, linguistique et historique, mais refusent absolument de créer un ensemble supranational, structure encore aujourd'hui perçue comme menaçante. En dépit des caractéristiques communes qui régissent encore les Etats, les modalités d'exercice du pouvoir et le fonctionnement global de la société, chaque pays tend à se replier sur une identité, largement réinventée, pour suivre sa propre voie de développement. De ce fait, la solidarité et les idées venues de « l'étranger » sont jugées suspectes en Asie Centrale ; la contestation et la mobilisation ne sauraient donc être que nationales.

De surcroît, la situation géopolitique, le jeu (et les intérêts) des puissances régionales et internationales, que sont la Chine, la Russie, les Etats-Unis et l'Union européenne, face aux jeunes régimes d'Asie centrale et du Caucase ne jouent pas en faveur de l'avènement d'un printemps post-soviétique. Si le printemps arabe n'a pas été initié par les puissances occidentales, l'évolution du contexte régional au cours des dernières décennies l'a

cependant favorisé. La Méditerranée constitue peut-être une frontière effective pour les mouvements migratoires, mais elle n'a jamais empêché la circulation des idées entre les deux rives, grâce notamment au tourisme, aux médias et aux nouvelles technologies de communication, Internet et réseaux sociaux. En revanche, les deux puissances géopolitiques régionales entourant l'Asie centrale – la Chine et la Russie – ne possèdent ni les médias ni les dirigeants ou un modèle de société susceptibles d'inviter leurs voisins à un changement de régime. Loin de soutenir un désir de changement émanant de la société civile centrasiatique, Pékin et Moscou souhaitent plutôt maintenir le *statu quo*. Quant aux puissances occidentales de plus en plus présentes dans la région – Etats-Unis et Union européenne – et perçues dans la région comme les berceaux de la démocratie, elles jouent un rôle ambigu dans cette partie de l'ex-URSS. Certes, elles encouragent officiellement la démocratisation de ces Etats et les budgets qu'elles allouent par des programmes publics européens ou américains à de nombreuses ONG de la société civile montrent la sincérité de leur ambition. Toutefois, tout en soutenant la naissance d'une société civile et en rappelant l'attachement de Bruxelles et de Washington aux principes de bonne gouvernance, les chancelleries occidentales ne cessent de défendre les régimes en place pour au moins deux raisons. En premier lieu, elles pensent que ces Etats, encore jeunes et fragiles, évoluent dans une région sensible et que les pousser au soulèvement en ferait des proies faciles pour les islamistes de tous bords. Les puissances occidentales font en tout cas semblant d'y croire en raison de la proximité frontalière avec l'Afghanistan où sont stationnées leurs troupes dont l'équipement et l'approvisionnement passent en grande partie par les Républiques ex-soviétiques. De ce fait, on pardonnera facilement aux Etats d'Asie centrale leurs manquements aux obligations, même les plus minimales, en matière de droits de l'homme et de démocratie.

La seconde raison relève de préoccupations énergétiques. La volonté de diversifier leurs sources d'approvisionnement en hydrocarbures oblige Européens et Américains à composer avec des régimes, certes oppresseurs, mais qui allègent leur dépendance vis-à-vis des pays du Golfe. L'Azerbaïdjan, par exemple, est dirigé de façon autoritaire et continue de réprimer durement toute forme d'opposition mais Bakou est un membre actif du Conseil de l'Europe et entretient de bonnes relations avec l'Union européenne, qui est d'ailleurs le principal bénéficiaire de l'ouverture du *pipeline* Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Pour cette seule raison, les pétro-Etats autoritaires que sont l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, sans parler du Turkménistan, ont encore de beaux jours devant eux.

Le printemps arabe a surpris tous les analystes et il serait présomptueux de faire ici un quelconque diagnostic sur l'impact qu'il pourrait avoir en Asie Centrale. Cependant, il apparaît peu probable que des insurrections populaires puissent renverser sans effusion de sang les régimes d'Asie centrale. Les révolutions arabes, encore en cours au moment où ces lignes sont écrites, ont vaincu la peur et le mensonge, deux éléments essentiels des régimes répressifs et autoritaires. Si leur impact dans les Républiques musulmanes de l'ancienne URSS reste à ce jour peu visible, gageons que leur écho résonnera longtemps dans les esprits des plus audacieux et inspirera finalement un renouveau à l'Est.